

29 mai 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe entre le Président de la République et Mahmoud Ali Youssouf.

Emmanuel MACRON

Monsieur le Président de la Commission de l'Union africaine, cher Mahmoud,

Merci d'abord pour votre accueil.

Je veux avoir un mot pour remercier le Premier ministre Abiy Ahmed de son accueil en Éthiopie et du moment bilatéral que nous avons eu.

Ensuite, je tenais en effet à vous retrouver ici.

Je suis très heureux de m'adresser à vous devant ce *Nelson Mandela Hall* et d'avoir pu échanger à l'instant avec le Président de l'Union africaine et les membres clés de sa gouvernance, ainsi qu'avec le Secrétaire général des Nations Unies et ses proches collaboratrices et collaborateurs. Le Président a parfaitement rappelé le contexte. Nous sortons de la conférence de Nairobi et donc de ce Sommet *Africa Forward*. Je tiens à vous remercier à nouveau, Président, vous-même, comme je remercie à l'instant le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, de votre présence à ce Sommet qui a permis, sur les sujets économiques et politiques, d'avancer dans plusieurs cadres. C'est aussi la parole que j'étais venu porter dans cette enceinte sur plusieurs sujets. Alors, sur les opérations africaines de paix, qui est le premier axe des échanges que nous avons eus aujourd'hui. Quelle est la position de la France que nous portons, ce qui a d'ailleurs été endossé à Nairobi, que nous avons largement discuté à l'instant ?

Nous considérons que les problèmes africains doivent avant tout être réglés et coordonnés par l'Afrique, et que l'instance légitime est l'Union africaine. Je l'ai dit, face à toutes ces crises, la France s'est toujours engagée ces dernières années à soutenir les médiations africaines. Nous soutenons donc véritablement la coordination, sous l'autorité de l'Union africaine, de ces médiations. Il est important - et la déclaration de Nairobi a été très claire sur ce point - d'en finir en particulier avec les ingérences extérieures qui nourrissent beaucoup de conflits : je pense en particulier au Soudan, [ainsi qu'avec le recours croissant] à la privatisation de beaucoup de conflits qu'on voit sur le continent africain.

A ce titre, la déclaration de Nairobi, endossée par tous les Etats, est un élément important de clarification. Alors, face à cela, que faire ? D'abord, opérationnaliser la résolution 27-19 du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est celle qui permet d'opérationnaliser le financement adéquat, prévisible et durable pour les opérations de maintien de la paix en Afrique et qui crédibilisera le rôle de l'Union africaine. Cette résolution n'a pas encore trouvé d'application directe et concrète parce qu'elle est bloquée.

On a vraiment cette volonté, tous les trois, de faire avancer ce dossier et de pouvoir mettre en œuvre cette résolution qui est essentielle et qui est le cadre le plus abouti dont nous disposons. C'est un outil large, fort, crédible, qui, d'ailleurs, montre que le multilatéralisme fonctionne lorsqu'on s'en donne les moyens. Pour ce faire, j'ai indiqué que la France était prête à coordonner le fonctionnement des 23 écoles nationales à vocation interrégionale présentes partout sur le continent africain afin de venir soutenir les efforts de l'Union africaine, en particulier dans la planification et la montée en capacité des forces nécessaires à la prévention des conflits et au maintien de la paix.

Puis, vous avez pris une initiative importante, qui est celle de bâtir un fonds pour la paix de l'Union africaine. 400 millions d'euros ont déjà été mobilisés. L'objectif est un milliard.

A ce titre, la France donc a indiqué sa disponibilité et nous avons décidé ensemble qu'une conférence internationale pour lever les fonds supplémentaires et mobiliser de nouveaux partenaires publics et privés pour ce fonds pour la paix de l'Union africaine sera organisée dans le dernier trimestre de cette année, à Paris. C'est là aussi un élément important pour donner de la crédibilité et de la force à ce soutien à l'Union africaine et à son rôle sur les opérations de maintien de la paix.

Sur la gouvernance internationale, la France a une position claire là aussi.

Nous nous sommes battus ces dernières années pour que l'Union africaine soit membre permanent du G20. C'est chose faite et c'est une fierté. Nous nous battons pour que l'Afrique soit représentée parmi les membres permanents du Conseil de sécurité. J'ai dit au Président [que] si un, deux membres étaient nommément désignés par l'Union africaine, par consensus de tous les pairs, je suis sûr qu'aucun des membres permanents ne sera capable de le bloquer. En tout cas, nous ferons tout le travail diplomatique à vos côtés. Mais le temps est venu.

De la même manière, nous sommes favorables à la poursuite de la réforme de la gouvernance des institutions financières pour que l'Afrique soit mieux représentée. Puis, marque concrète de notre travail commun : à Nairobi, nous avons avancé sur l'amélioration du fonctionnement multilatéral en ayant 11 pays africains qui ont rejoint ce qu'on appelle l'initiative franco-mexicaine, initiative que nous avons lancée il y a quelques années, [et] qui consiste à limiter l'usage du droit de *vetto* au Conseil de sécurité des Nations Unies en cas de crime de masse. Personne ne peut légitimement comprendre comment un État membre qui a le droit de *vetto* au Conseil de sécurité peut bloquer le bon fonctionnement des Nations Unies lorsqu'un crime de masse est en cours. Cette limitation suppose une réforme de la charte.

Pour ça, il faut mobiliser les membres.

Grâce à la mobilisation que nous avons pu conduire à Nairobi, nous avons aujourd'hui 11 États africains qui nous ont rejoints, en plus de ceux qui étaient déjà derrière cette initiative, ce qui fait 118 États membres. Il faut 131 pour avoir les deux tiers. On va continuer d'ici la fin de l'année la mobilisation pour pouvoir déclencher une initiative concrète, mais c'est un des acquis de la déclaration de Nairobi.

Enfin, l'importance de cette discussion, de cet échange de travail que nous conduisons avec l'Union africaine, c'est aussi que les problèmes de l'Afrique soient pleinement pris en compte au moment des grandes crises. Lorsque la pandémie est advenue, je me souviens, la France s'est mobilisée et j'avais eu l'immense honneur d'être convié à un bureau de l'Union africaine pour faire face à l'épidémie. C'est là que nous avons bâti l'initiative COVAX et que la France a mobilisé le G20 avec l'Union africaine pour pouvoir conduire à des dispositifs de solidarité sur les diagnostics, les éléments de vaccins et les premiers traitements. Surtout, on a bâti une initiative commune pour produire en Afrique. Nous avons décidé ensemble de lancer une initiative que nous allons soutenir pour ce G7, pour là aussi soutenir l'Afrique, le continent africain, face à la crise au Moyen-Orient et à la fermeture d'Ormuz.

Toute l'économie mondiale est évidemment touchée par la fermeture du détroit d'Ormuz, mais le continent africain tout particulièrement. Plusieurs pays ont des augmentations de leur prix de l'essence à la pompe de plus de 30 %. Plusieurs pays ont aujourd'hui des augmentations massives de leurs engrais et des risques de rupture dans les mois à venir, ce qui met en danger la sécurité alimentaire. Face à cela, nous devons soutenir encore davantage l'économie africaine. C'est tout le sens de ce que nous avons d'abord bâti à Nairobi, ensemble avec la Banque africaine de développement et votre soutien, Président, qui est de monter une initiative pour soutenir le secteur privé africain. Nous voulons l'accélérer. C'est l'initiative dite ATIDI, qui est une structure qui existe déjà, qu'avec la Banque africaine de développement on va élargir au niveau du continent africain, et que nous allons ensemble, avec le Président RUTO, porter au niveau du G7 pour obtenir le soutien des économies les plus développées, [et ce] pour avoir dans les plus brefs délais ce mécanisme de garantie aux pays africains pour que les secteurs privés aillent investir. Initiative complètement complémentaire de celle portée par l'Union africaine sur la question des agences de notation et votre initiative d'avoir une agence de notation africaine.

En plus de ça, nous allons bâtir une initiative d'aide aux pays les plus touchés, pour avoir un soutien de court terme face aux conséquences de la crise d'Ormuz. Nous allons ensemble conduire à une initiative pour soutenir l'Union africaine et les pays concernés pour produire des alternatives à la dépendance d'engrais, de manière jumelle à ce que nous avons fait sur la question de la production de vaccins. L'Afrique a les moyens de sa souveraineté en matière d'engrais et de fertilisants. Simplement, c'est un investissement massif.

Plusieurs acteurs privés, d'ailleurs, ont engagé ce travail avec des gouvernements. Nous souhaitons, dans le cadre du G7, prendre une initiative pour soutenir ce mouvement et porter une politique de souveraineté en matière d'engrais et de souveraineté agricole pour le continent africain. C'est notre devoir, et c'est rationnel sur le plan économique.

C'est la souveraineté du continent qui est ici en jeu.

Voilà, mesdames et messieurs.

Je ne veux pas être plus long, mais nous allons sur tous ces sujets continuer le travail main dans la main. Je veux ici dire combien la France tient à l'Union africaine, à son travail, son engagement, à votre engagement, monsieur le Président. J'ai eu l'occasion, toutes ces dernières années, de voir à la fois votre qualité d'analyse et votre capacité à mobiliser dans vos diverses fonctions. L'Union africaine a un rôle aujourd'hui plus éminent encore qu'hier.

Sur le plan politique, sur sa capacité à enclencher les grands chantiers que nous venons d'évoquer, vous saurez toujours trouver la France à vos côtés, parce que c'est dans ce partenariat que se construit ce multilatéralisme efficace auquel nous croyons et que nous voulons continuer non seulement de défendre, mais de rendre réel.

C'était aussi le sens du Sommet *Africa Forward*.

C'était le sens de ma visite aujourd'hui, ici, à vos côtés, aux côtés de l'Union africaine, avec le Secrétaire général des Nations Unies.

Je vous remercie.